
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.60975

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

So deutlich wie selten zuvor wird an dieser Arbeit, daß ein durchaus bescheiden erscheinender Wanderungsgewinn von 15 000 Menschen für 50 Jahre in Malstatt-Burbach als Saldo aus nicht weniger als 270 000 Zuzügen und Wegzügen entstanden ist (S. 53). Zur Erklärung der Migration in die drei Städte werden agrarisch bestimmte Saison- und industrielle Konjunkturfaktoren herangezogen, zur Beschreibung ihrer Wirkungen werden Konfessionsverhältnisse, Geschlechterproportion und Berufs- und Altersstrukturen untersucht. Für jede der drei Städte wird eine Typologie der Wohngegenden nach Straßen aufgestellt, auch in grafischer Form. Dabei werden die unterschiedlichen Vorgegebenheiten deutlich; so war für Diedenhofen als Festungsstadt bis 1902 eine räumliche Entfaltung unmöglich, dafür fehlte den beiden anderen entstehenden Städten der alte stadtbürgerliche Bevölkerungskern, der das nordlothringische Mittelzentrum auszeichnete. Für die Wahrnehmung der Migration durch die Verwaltung kennzeichnend war schließlich das vor allem durch polizeiliche Ausweisung regulierte ›Ausländerproblem‹, das in Luxemburg wegen des massenhaften Zuzugs von Italienern am stärksten war.

Da das nördliche Lothringen bis 1918 zum Deutschen Reich gehörte und das Großherzogtum Luxemburg Mitglied des bis dahin bestehenden Deutschen Zollvereins war, gehörten die drei untersuchten Städte nicht erst seit Montanunion und EWG, sondern schon vor hundert Jahren zu einem einheitlichen Wirtschaftsraum. Eines der wichtigsten Ergebnisse dieser Arbeit ist daher der Nachweis, daß in allen drei Städten die meisten Migranten aus dem heutigen Raum Sar-Lor-Lux kamen. Diese Region wurde damit schon damals als ein weitgehend einheitlicher ›Sozialraum‹ wahrgenommen, in dem die Staats- und Verwaltungsgrenzen an Bedeutung verloren hatten (S. 138).

Stefan FISCH, Speyer

Wolfram SIEMANN, *Vom Staatenbund zum Nationalstaat. Deutschland 1806–1871*, München (C. H. Beck) 1995, 488 p. (Neue Deutsche Geschichte, 7).

Dans ce 7^e volume de la *Neue Deutsche Geschichte*, W. Siemann présente une synthèse sur la période qui va de la fin du Saint-Empire à la formation de la »Petite-Allemagne« sous direction prussienne (1806–1871). C'est une excellente mise au point, claire, agréable à lire, à la fois nuancée et stimulante, qui témoigne d'une remarquable maîtrise du sujet et des débats historiographiques. L'ouvrage est organisé en deux grandes parties, la première s'attachant à l'analyse des évolutions structurelles, la seconde à une périodisation de l'évolution politique qui mène de la »ligue d'États« à l'État national allemand, le fil directeur commun étant la tension sous-jacente entre tendances fédératives et particularistes et poussée vers la formation d'un état national allemand. On ne peut, dans ces quelques lignes, que donner une idée de la richesse de ce livre.

Dans l'analyse des structures des États, de la société (démographie, urbanisation, suppression progressive des droits seigneuriaux, formation d'une société bourgeoise, paupérisme), de l'économie et de la culture (éducation, arts, religions), l'auteur insiste en particulier sur la disparité croissante de modernité entre l'Autriche et le reste de l'Allemagne, qui explique que la séparation de 1866/7 se fasse presque naturellement. Moins menacée par la crise révolutionnaire, l'Autriche prend un net retard dès l'époque napoléonienne. Alors que le reste de l'Allemagne est profondément réformé, par l'occupant ou par les princes, elle se contente de réformes limitées qui ne permettent pas de libérer le dynamisme des forces sociales, comme c'est le cas en Prusse avec les réformes administratives, militaires et sociales de 1807/1813. Il faut attendre 1850/1860 pour que l'Autriche entreprenne des réformes comparables. De même, elle est touchée plus tardivement par la vague constitutionnelle et

se trouve ainsi progressivement à l'écart du reste de l'Allemagne sur le plan politique, ce qui complique sa position dans la Confédération germanique. Siemann consacre un chapitre entier à ce qu'il appelle la «révolution écologique»: l'évolution des relations de l'homme avec son environnement naturel. Mais il insiste tout particulièrement sur la mutation de la «communication sociale», avec la révolution des communications (chaussées, voies d'eau, chemin de fer, télégraphe) et de l'information (alphabétisation, presse), et, la prolifération des associations, phénomène qui sous-tend l'essor du mouvement national et la mise en place, dès avant 1848, des cinq grandes tendances politiques (conservatisme, libéralisme constitutionnel et parlementaire, républicanisme démocratique, socialisme, catholicisme politique) qui structurent la vie politique allemande jusqu'en 1933.

La seconde partie présente une périodisation classique en cinq phases de la formation de l'unité nationale. La première (1806–1815) est celle de la prise de conscience nationale sous l'influence de la Révolution française et en réaction à l'occupation napoléonienne. Cette prise de conscience se fait dans un contexte de dislocation des solidarités traditionnelles et d'affaiblissement des valeurs traditionnelles qui laissent la place à de nouvelles valeurs et à de nouvelles solidarités, celles de la nation. Selon Siemann, deux formes du nationalisme se constituent alors: un nationalisme culturel, incarné par Arndt, pour qui nation et langue allemande se recouvrent, un nationalisme qui s'affirme contre un ennemi, la France; un nationalisme réformateur, ouvert aux principes fondamentaux des révolutions françaises et américaines. A cette première phase succède une période de réaction monarchique (1817/1819–1830), où la Prusse et l'Autriche utilisent la Confédération germanique pour lutter contre le mouvement national qui a pris son essor au cours des guerres de libération, en particulier dans les universités. Mais c'est aussi durant cette période que la Prusse met en place une politique douanière qui mène au Zollverein de 1834. La révolution de juillet 1830 marque le début d'une troisième phase (1830–1847) qui voit un nouvel essor du mouvement national, renforcé et élargi par la mobilisation en faveur de la Pologne, un mouvement national ouvert à l'espoir d'un «printemps des peuples». Mais, dès 1840, avec la crise rhénane, le «nationalisme culturel intégral», dans la ligne d'Arndt, prend le pas sur le nationalisme ouvert et réformateur. Il devient une idéologie de rassemblement contre un ennemi extérieur, la France ou le Danemark (question du Schlesvig). Autre mutation profonde: on passe d'un nationalisme diffus à un «nationalisme social organisé» avec la multiplication des sociétés de chant et des sociétés de gymnastique qui structurent le mouvement national devenu «gesellschaftsfähig». L'auteur montre bien la complexité de la phase révolutionnaire (1848–1849) avec le mélange d'archaïsme et de modernité, les tensions entre le centre (Francfort) et les périphéries. Il insiste sur la large base sociale de la révolution, même si le retrait des masses paysannes est rapide, et sur les divergences d'objectifs entre les divers acteurs, les élites bourgeoises se contentant des réformes de mars 1848. L'utopie du «printemps des peuples», qui a marqué un moment le mouvement unitaire, s'effondre dès mai–juin 1848, lorsque le Parlement de Francfort doit préciser les frontières de l'Allemagne, pour laisser place à un «nationalisme intégral». Siemann insiste sur la politisation en profondeur des masses grâce, en particulier, à l'élection au suffrage universel direct du Parlement de Francfort. Il souligne aussi le rôle du Parlement de Francfort dans l'apprentissage du parlementarisme. La dernière phase (1850–1871) commence par une période de réaction très rigoureuse sous la direction conjointe de l'Autriche et de la Prusse, qui est suivie, à partir de 1858 d'une relance du mouvement national, sous l'impulsion de la Prusse. Les «forces sociales» n'ont plus l'initiative, mais l'administration et les militaires sont les éléments dynamiques et les artisans de l'unité nationale par la Prusse. Siemann insiste sur l'évolution des mentalités avec une «Real-Machtpolitik» qui envisage froidement la guerre pour parvenir à ses objectifs et l'irruption croissante des opinions publiques dans les relations internationales, qui est en grande part une conséquence de l'imprégnation du politique, du social, de l'économique et du culturel par l'idéologie nationale.

En résumé, un livre dense, riche, nuancé, qui allie vues synthétiques et exemples concrets bien choisis.

Christian BAECHLER, Strasbourg

François CARON, *Frankreich im Zeitalter des Imperialismus 1851–1918*, Stuttgart (DVA) 1991, 727 S. (Geschichte Frankreichs, 5).

Während angelsächsische Historiker der »großen Geschichtserzählung« heute weithin skeptisch gegenüberstehen, wie ein Beitrag von Dorothy Ross für den hundertsten Band der Zeitschrift »The American Historical Review« belegt¹, hat diese Form der Geschichtsschreibung in Deutschland und Frankreich, in Verlagshäusern in München, Berlin und Paris immer noch Konjunktur. Das gilt auch für die Reihe der »Histoire de France«, die von Jean Favier herausgegeben wird und die von Karl Ferdinand Werner redigiert auch in einer deutschen Übersetzung erschienen ist. Den fünften Band dieser Reihe »Frankreich im Zeitalter des Imperialismus 1851–1918« (»La France des patriotes de 1851 à 1918«) schrieb François Caron.

Caron, der sich als Wirtschaftshistoriker ausgewiesen hat, schreibt eine nationale Gesellschaftsgeschichte, und arbeitet darin die zivilisatorischen Umbrüche ein, die die Industrialisierung, die Technisierung der Lebensverhältnisse – nicht zuletzt durch den Ausbau des Eisenbahnwesens – und die Fortschritte der wirtschaftlichen Produktion bewirkt haben. Caron hat ein scharfes Gespür für Wirkungszusammenhänge, wenn er die Veränderungen in der Produktion in einen Bezug zu dem Wandel des Konsumverhaltens bringt: dem Freizeitverhalten und dem Kaufverhalten in den neuen großen Magazinen von Paris, die seit den 1860er Jahren entstehen. Der Urbanisierung, darunter die städtebauliche Umgestaltung von Paris unter Haussmann, wird eine zentrale Rolle bei den Veränderungen in der französischen Gesellschaft des 19. Jh. beigemessen. Die Modernisierung der Gesellschaft vollzieht sich auch auf dem Wege der Gesetzgebung, beispielsweise durch Veränderungen im Schulwesen, während sich die Anfänge der kulturellen »Moderne« in der Kunst, der Musik und der Literatur ohne äußere Einwirkungen entwickeln. Caron versucht, die unterschiedlichen Aspekte und Veränderungen zu einer Gesamtsicht der französischen Geschichte zu integrieren und über die Brüche hinweg Kontinuitäten aufzuzeigen.

Das integrierende Moment ist für ihn die politische Nation. Caron unterteilt seine Geschichte Frankreichs in zwei Abschnitte. Der erste erfaßt die kaiserliche Zeit während der Herrschaft Napoleons III. bis 1870, der zweite die republikanische Zeit, die Geschichte der Republik von 1870 bis 1918. Dabei kommt das Kaiserreich Napoleons unter dem Aspekt der Integration der Nation und der Liberalisierung und Demokratisierung der Gesellschaft nicht nur schlecht, die liberale und parlamentarisch regierte Republik andererseits nicht nur gut weg. Nicht zuletzt unter dem intellektuellen Einfluß einer jüngeren Generation um Maurice Barrès, die nicht bereit war, die Niederlage Frankreichs von 1870, die Niederlage der Vätergeneration, hinzunehmen, treibt die Republik seit dem Ende des 19. Jh. in ein nationalistisches Fahrwasser, aus dem heraus, wie Caron skeptisch beobachtet, der Kriegseinsatz 1914 als Erfüllung einer nationalen Pflicht gefeiert werden konnte. An der Parteiengeschichte zeigt sich übrigens, daß die geistig-politische Entwicklung des Liberalismus in Frankreich der des Nationalliberalismus und Linksliberalismus in Deutschland nicht ganz unähnlich ist.

1 Dorothy Ross, *Grand Narrative in American Historical Writing: From Romance to Uncertainty*, in: *The American Historical Review* 100 (1995) S. 651–677.